

Inter Pares

B U L L E T I N

Vol. 24, N° 2, mars 2001

Refaire le monde : *Le Canada et la justice mondiale*

Si vous demandez ce que pensent les Canadiens du rôle du Canada dans le monde, vous obtiendrez une réponse positive et encourageante. Nous avons tendance à croire que les actions de notre gouvernement et de nos concitoyens sont humaines et magnanimes, empreintes de décence et de dignité et orientées vers le bien commun mondial. Nous avons l'image d'un pays généreux, civilisé et bienveillant.

Partout, les signes de cette générosité sont mis en exergue tant par le gouvernement que par les organisations de bénévoles, y compris Inter Pares, qui ne cessent d'illustrer l'action canadienne dans le monde pour faciliter les opérations de levée de fonds auprès du public.

Bien des exemples renforcent cette perception. Nous voici chantres incontestés des droits de l'enfance, champions de l'action internationale pour l'élimination des mines anti-personnel, héros diplomates œuvrant pour la paix et la reconstruction de pays déchirés par les guerres. Nous nous décernons des satisfecit pour la générosité de notre assistance humanitaire, l'appui à l'élimination de maladies invalidantes dans le monde et l'apparente ouverture d'esprit qui nous permet d'accueillir des réfugiés fuyant guerre et répression.

C'est une image rassurante. Mais en comparaison avec tout ce dont nous bénéficions au Canada et que beaucoup considèrent comme un droit acquis, la prodigalité du Canada n'est qu'une maigre aumône. La vraie générosité n'est-elle pas aussi sacrifice? Ce que nous donnons, par le truchement, par exemple, de l'aide au développement, ne représente qu'un mince pourcentage des richesses que le Canada exploite dans le monde, sans égard pour les coûts humains et écologiques et sans se préoccuper de savoir qui paiera la facture. Quant à nous, nous jouissons d'une sécurité et d'une chance inouïes en comparaison au dénuement dans lequel se trouvent la majorité des populations du monde.

Certes, cela ne signifie pas que le Canada et les Canadiens ne font rien de bien. Là n'est pas la question. De fait, le Canada offre de l'aide aux pays les plus pauvres, mais cette contribution est

largement insuffisante lorsqu'elle est mesurée aux besoins et elle reste nettement inférieure à nos moyens. Naturellement, le Canada prend part aux activités de consolidation de la paix et à la promotion du respect des droits et de la sécurité des personnes. Cependant, la politique étrangère canadienne s'aligne sur celle des forces militaristes et de répression qui sévissent dans le monde. La participation du Canada au commerce mondial des armes en est autant une illustration frappante qu'une activité lucrative. Les relations politiques et économiques avec des régimes particulièrement répressifs démentent l'engagement du Canada pour la démocratie et les droits de la personne et sapent le caractère moral des efforts déployés au nom de certains principes en période de crise ou de transition. Vingt-cinq ans d'un soutien indéfectible au régime assassin de Sohartho en Indonésie, maintenant déchu grâce au courageux mouvement démocratique indonésien, n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. En politique étrangère, la collusion du Canada avec les États-Unis va souvent à l'encontre des principes du droit et de la démocratie dont notre pays se fait le défenseur.

Sur le plan intérieur, l'image du Canada comme un havre pour les réfugiés est bien méritée si nous tenons compte de la déplorable hospitalité de la plupart des pays industrialisés. En vérité, ce quelques milliers de personnes qui,

chaque année, gagnent le droit de rester au Canada ne peuvent être une source de fierté lorsque l'on sait que des dizaines de millions de réfugiés et de déplacés languissent dans des camps et des bidonvilles dans le monde. Ne parlons pas du nombre croissant de chômeurs et de sans-abris dans notre pays ainsi que de l'effroyable réalité des enfants pauvres.

De plus en plus, les Canadiens prennent conscience de l'écart entre la manière dont ils se perçoivent et les vraies limites de leur action et de celle du gouvernement, au Canada et ailleurs. De nombreux Canadiens contestent le rôle du Canada dans le monde. Ils s'intéressent à des actions et à des stratégies qui reflètent mieux les valeurs de justice sociale qui sous-tendent les instruments internationaux que le Canada a signés et dont il a fait la promotion au cours des cinq dernières décennies, en particulier, la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Ce *Bulletin* propose une réflexion sur ces réalités ainsi qu'une illustration des efforts collectifs des Canadiens, jeunes et moins jeunes, pour concilier l'action de citoyens du monde avec les valeurs humaines dont nous faisons la promotion et la vision éthique de la justice que nous partageons.



Photo de gauche : Dominic Morissette

Rencontres au Sommet

En avril, le Canada accueillera à Québec 34 chefs d'États au Sommet des Amériques pour débattre d'un plan

Le Conseil canadien pour la coopération internationale

L'engagement des Canadiens pour la justice mondiale se manifeste dans les dons versés à des centaines d'organisations à but non lucratif dans le pays. Des personnes de tous âges offrent temps et argent à des organisations qui mettent en œuvre un vaste éventail d'activités au Canada et ailleurs. Ces organisations, nombreuses et variées – ONG religieuses ou laïques qui s'intéressent au développement, associations professionnelles, syndicats, groupes de citoyens – sont l'expression de la diversité et du dynamisme de la société canadienne. Pendant plus de trente ans, le Conseil canadien pour la coopération internationale a été au cœur des efforts conjugués de ces organisations pour changer le monde.

Le CCCI est composé de plus de cent organisations. Doté d'une équipe d'employés basés à Ottawa, ce regroupement collabore dans la recherche, les campagnes d'information et l'élaboration de nouveaux modèles de développement international. Le CCCI réalise des activités de plaidoyer auprès du gouvernement pour l'adoption de politiques nationales et internationales favorables à la justice mondiale. Au cours des dernières années, les membres du CCCI se sont ralliés autour de la campagne **En commun** : « Pour en finir avec la pauvreté », un programme d'action en dix points.

La campagne **En commun** a été mise sur pied par le CCCI pour créer le cadre d'une action collective efficace pour l'élimination de la pauvreté. Le programme en dix points met en évidence les préoccupations identifiées par les membres du CCCI au cours de leurs activités : promotion de la sécurité alimentaire, droits de la personne, équité entre les sexes, développement durable, responsabilité des entreprises et participation citoyenne. À travers la campagne **En commun**, les membres du CCCI affirment publiquement que faire cesser la pauvreté est un impératif moral qui reste dans l'ordre du possible.

Inter Pares est un membre actif du CCCI depuis plus de vingt ans. Elle s'est engagée à poursuivre sa collaboration avec d'autres organisations pour renforcer la contribution du Canada à la paix et à la justice dans le monde.

Pour plus de renseignements : CCCI, 1, rue Nicholas, Bureau 300, Ottawa, Ontario, K1N 7B7; ou <http://www.incommon.web.net>

d'action visant à renforcer la démocratie, promouvoir la prospérité et aider la réalisation du potentiel humain sur le continent. En filigrane cependant, l'ordre du jour est la création de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) que nos gouvernements proposent comme la pierre angulaire d'une conception purement commerciale des Amériques.

Pour contester cet ordre du jour, plusieurs organisations du Canada, des États-Unis et d'Amérique latine organisent un Sommet des peuples. Fruit d'une cohabitation cristallisée dans une histoire de destins entrelacés, des alliances entre ces organisations sont nées de la reconnaissance à cette appartenance et du désir d'ouvrir un espace de dialogue avec les gouvernements afin de proposer une vision d'avenir différente.

Common Frontiers, une coalition canadienne d'organismes de développement international, de groupes de défense des droits humains, d'églises et de syndicats travaille étroitement avec son pendant québécois le Réseau québécois sur l'intégration continentale pour surveiller l'avancée des négociations gouvernementales en vue de la création de la ZLEA. Les deux coalitions sont membres de l'Alliance sociale continentale (ASC), un regroupement multi-sectoriel de plus de 400 organisations de toutes les Amériques. Au nom de l'ASC, elles président à l'organisation du Sommet des peuples, qui se déroulera en parallèle au Sommet officiel.

Common Frontiers, le Réseau québécois sur l'intégration continentale et l'Alliance sociale continentale ont uni leurs forces dans la campagne « Libérer les textes » qui prône la transparence et la consultation du public dans les négociations en cours. De plus, le document de l'ASC, « Des Alternatives pour les Amériques », résultat d'une vaste consul-

tation à l'échelle continentale, sert de point d'ancrage aux diverses propositions citoyennes en faveur d'un développement au service des gens de tous nos pays, en particulier les plus vulnérables.

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) contribue aussi au processus de sensibilisation du public en mettant l'accent sur le commerce et la pauvreté, un lien trop souvent occulté par les soit disant bénéfiques universels du libéralisme économique. À Québec, des représentants de nombreux pays d'Amérique latine, mais aussi du Canada, viendront témoigner de la paupérisation et de la marginalisation croissantes de leurs populations, de la destruction des économies locales et de l'environnement ainsi que de la fragilisation de la sécurité alimentaire, autant de conséquences du commerce libéralisé.

Plusieurs forums thématiques sont organisés dans le cadre du Sommet des peuples. Entre autres, la Ligue des droits et libertés du Québec pilote un forum sur les droits humains. L'Organisation catholique canadienne pour le Développement et la Paix facilite l'organisation des forums sur les questions agraires et sur les communications. Solidarité populaire Québec organise celui qui se concentre sur le rôle des États dans la redistribution de la richesse.

Toutes ces activités sont l'occasion de débattre d'enjeux cruciaux, tant pour les Canadiens que pour nos collègues du Sud, et d'ouvrir un dialogue avec les gouvernements afin de nous assurer qu'ils prennent en compte les citoyens et citoyennes dans la définition de nos sociétés.

Inter Pares travaille avec ces Canadiens et Canadiennes qui, par le biais de ces alliances ou d'autres groupes, cherchent à promouvoir la justice sociale et le droit des plus marginalisés à participer à la définition de leur avenir.

Forum Afrique Canada

De nombreuses ONG canadiennes sont présentes en Afrique où elles apportent leur appui aux efforts des organisations de la société civile pour promouvoir le développement local, la participation citoyenne, la démocratie et les droits de la personne. Au cours des deux dernières années, des personnes travaillant dans ces organisations ont entrepris d'évaluer leurs activités à la lumière de l'accroissement de la pauvreté et de la recrudescence des conflits en Afrique.

En mai, un noyau d'ONG, dont Inter Pares, a invité des collègues

d'organisations canadiennes à se pencher sur les questions et les défis auxquels ils sont confrontés pour créer un programme d'action commune pour la promotion du développement à long terme et la justice sociale en Afrique. Le Forum Afrique Canada 2000 a rassemblé plus de trente personnes dans le cadre de trois journées de réflexion et de discussion sur l'activité des praticiens canadiens du développement et des militants pour la justice sociale. Le débat a poussé les participants à lancer un processus de réflexion et une action commune auxquels pren-

L'énergie de la solidarité

Pendant plus d'une décennie, le mouvement Outils de Paix / *Tools for Peace* a profondément marqué la solidarité internationale au Canada. Créé au début des années quatre-vingt, ce réseau de milliers de personnes a accompagné le peuple nicaraguayen dans ses efforts pour reconstruire le pays. Au Canada, près de 130 comités de bénévoles ont amassé dons et marchandises qui étaient expédiés à des groupes communautaires au Nicaragua. Au cours des années 90, la fin de la révolution au Nicaragua et la levée de l'embargo ont graduellement érodé les activités de la plupart des comités Outils de Paix / *Tools for Peace*.

Pourtant, un groupe de personnes dans les Maritimes continue à appuyer les efforts de changement au Nicaragua. Le comité *Tools for Peace-Maritimes* est composé de gens qui croient que la solidarité avec les Nicaraguayens demeure nécessaire tant que la justice sociale ne sera pas chose acquise. Au fil des ans, les membres ont organisé des soirées d'information et des tournées avec des représentants des divers projets appuyés au Nicaragua afin de sensibiliser le public à l'Université Dalhousie, dans les groupes de solidarité et dans les médias.

À chaque printemps, c'est avec enthousiasme qu'ils organisent un marché aux puces afin de couvrir les dépenses des tournées et des envois postaux. En novembre, ils envoient une lettre d'information à plus de 200 personnes dans la région Atlantique qui explique le contexte actuel du Nicaragua ainsi que les projets qui sont appuyés grâce aux dons réunis. Depuis plus de 10 ans, ces dons sont envoyés à Inter Pares pour appuyer quelques-uns de nos programmes au Nicaragua. Ces programmes ont favorisé la formation

ment part des collègues et homologues d'Afrique.

Le Forum Afrique Canada est maintenant un groupe de travail reconnu du Conseil canadien pour la coopération internationale. Ses membres étudient les moyens de renforcer l'action pour la paix et la justice en Afrique. Il s'agit, entre autres, de revoir l'image de l'Afrique que les ONG canadiennes entretiennent dans les campagnes de levée de fonds et de poursuivre les activités de représentation auprès du gouvernement canadien pour qu'il revoie sa politique dans le domaine du commerce et des investissements, de la sécurité alimentaire, de la démocratisation et de l'élimination de la pauvreté.

en gestion des travailleurs des coopératives de café et un programme de développement et d'appui aux organisations des municipalités de Pueblo Nuevo et Esquipulas.

En 1998, les impacts de l'ouragan Mitch ont suscité un bref regain d'intérêt pour le Nicaragua. Depuis, Peggy et John Matthews, porte-parole du Comité, cherchent à amener du sang neuf au travail de solidarité dans les Maritimes. Ils espèrent aussi mobiliser les étudiants de l'Université Dalhousie, le public en général et raviver l'intérêt des médias à



Le Comité *Tools for Peace-Maritimes*

la réalité nicaraguayenne.

L'énergie et la persévérance de *Tools for Peace-Maritimes* constitue, sans contredit, une preuve tangible que lorsque les Canadiens et Canadiennes se mobilisent, leur solidarité et leur engagement persistent bien des années.

Mines Alerte Canada : Action citoyenne dans le monde

Il y a quelques années, des homologues d'Inter Pares ont commencé à s'interroger sur les conséquences des activités minières des entreprises canadiennes sur leur communauté. Aux Philippines, des fermiers et des pêcheurs ont réclamé indemnisation et nettoyage à la suite du déversement de déchets miniers. Au Nicaragua, les conseils municipaux ont dénoncé les activités d'exploration dans l'écosystème fragile des forêts tropicales. Des homologues dans les montagnes du Pérou ont demandé assistance pour résister à l'exploration minière canadienne qui s'étendait aux terres communales en dépit des protestations des communautés autochtones locales.

Inter Pares s'est donc adressée aux militants environnementalistes et autochtones du Canada. Mines Alerte Canada est le fruit de la concertation d'organisations écologiques et de justice sociale qui s'intéressent aux effets des activités minières sur l'environnement, la sécurité et les moyens de subsistance des personnes et des communautés établies en zones minières. Créée au début de 1999, Mines Alerte regroupe des organisations écologiques, autochtones ainsi que des experts juridiques et des militants pour la justice sociale au Canada. Sa mission : aider les communautés à confronter les dangers créés par les politiques et pratiques minières au Canada et ailleurs.

Depuis sa création, Mines Alerte a soutenu les efforts de communautés aux Philippines pour forcer l'entreprise *Placer Dome* à assumer la responsabilité des

catastrophes écologiques et de santé résultant de ses activités. En coopération avec *Canadian Friends of Burma*, Mines Alerte a apporté son appui à une importante étude sur l'exploitation minière en Birmanie. Celle-ci a mis en évidence les graves violations des droits de la personne et la destruction irrémédiable de l'environnement. Au Canada, Mines Alerte apporte aux populations autochtones et aux communautés vivant dans les zones minières une assistance technique et juridique dans leurs négociations avec les entreprises minières et le gouvernement sur les questions de santé et d'environnement. Enfin, Mines Alerte collabore avec *Third World Network - Africa*, un homologue de longue date d'Inter Pares, pour mettre sur pied un réseau mondial de communautés touchées par l'exploitation minière. Ce réseau les aidera à acquérir les capacités techniques qui permettront de surveiller les opérations minières et de rendre entreprises et gouvernements responsables des effets des activités minières sur la vie et les moyens de subsistance des communautés concernées.

Inter Pares continuera d'épauler Mines Alerte dans ses efforts pour défendre le droit des populations à décider si l'extraction minière se fera sur leurs terres et dans quelles conditions elle se déroulera, tout en insistant sur l'obligation qu'a le gouvernement de réglementer les activités industrielles dans le sens de la sauvegarde des moyens de subsistance des communautés locales et dans l'intérêt de la sécurité publique.

Remettre l'aide canadienne au diapason

Au cours des trente-cinq dernières années, l'ACDI, l'agence du gouvernement canadien responsable de l'aide au développement international. A plusieurs occasions, l'ACDI a contribué à la création de programmes de développement qui ont constitué un modèle pour d'autres pays. Elle a aussi été un chef de file mondial dans la promotion de questions telles que les droits de la femme et les programmes de réduction de la pauvreté.

Aujourd'hui, la réputation de l'ACDI pour son leadership et son esprit innovateur est en jeu. Les gouvernements qui se sont succédés, ont bloqué toutes les tentatives de mettre au point un mandat et une mission clairs et guidés par des principes. Le rôle de l'Agence a été sacrifié à l'autel du commerce inter-

national, de la politique étrangère et des nécessités politiques de l'heure. Comme pour nombre d'organismes publics, les activités de l'ACDI sont soumises à une privatisation croissante : le programme de développement humain cède la place aux intérêts commerciaux.

Le programme d'assistance bilatérale à l'Asie illustre bien ce phénomène. Dernièrement, les intérêts politiques du Canada en Asie ont été axés sur la promotion du commerce bien que l'Asie regroupe le plus grand nombre de pauvres dans le monde. En 1998-1999, la catégorie d'aide canadienne la plus importante en Asie était le « développement du secteur privé »; près de la moitié du programme d'assistance était mis en œuvre par

des entreprises privées. L'appui de l'ACDI à des activités susceptibles de bénéficier directement aux pauvres – éducation, santé, nutrition – représentait moins de quinze pour cent de l'ensemble des décaissements bilatéraux.

L'Asie n'est pas un cas unique. L'ACDI possède un bras commercial, le Programme de la coopération industrielle (PCI-ACDI), chargé d'aider les entreprises canadiennes à étendre leurs activités commerciales dans les pays du Sud. Le PCI-ACDI fournit un important soutien aux entreprises canadiennes qui œuvrent dans les secteurs de l'industrie minière et de l'extraction des ressources naturelles dans le monde.

Pendant que l'ACDI apporte son appui à de telles activités, les communautés locales qui résistent à l'appropriation de leurs terres par ces mêmes entreprises font appel aux ONG canadiennes.

Certes, les entreprises privées peuvent jouer un rôle dans la mise en œuvre de certains éléments du programme d'assistance canadien. Cependant, la programmation pour le développement est une affaire complexe et de longue haleine qui exige engagement, relations et savoirs ne pouvant être acquis dans le cadre de contrats à court terme. De plus, le secteur privé, fût-il canadien ou autre, n'a ni la mission ni les valeurs lui permettant de remettre en question les conditions sociales et politiques qui perpétuent la pauvreté.

Inter Pares appuie la proposition du Conseil canadien pour la coopération internationale visant à centrer le programme d'assistance du Canada sur l'élimination de la pauvreté. Le document préparé par le CCCI et intitulé **En commun** : « Pour en finir avec la pauvreté » propose que soixante pour cent, au moins, du budget de l'ACDI soit consacré à des programmes qui améliorent directement les conditions de vie des pauvres et le respect de leurs droits.

Pour que l'ACDI rehausse sa réputation dans le domaine du développement international, il est impératif de la laisser réaffirmer la primauté des objectifs de développement social. Certains signes laissent entrevoir que ce processus est en marche. Le gouvernement se doit d'apporter son soutien à cette réorientation. C'est le moins que le Canada puisse faire s'il veut retrouver son rôle de chef de file du développement international.

Mondialisation : aubaine ou menace?

Publié par ZED Books avec la participation d'Inter Pares, *The False Dilemma* montre comment le néo-libéralisme et la mondialisation économiques imposent un faux problème pour les pays du Sud. D'une écriture claire et intelligente, l'ouvrage d'Oscar Ugarteche est rempli d'exemples concrets. L'auteur explique que la notion selon laquelle les pays sont contraints de s'intégrer à l'économie mondiale en maximisant la croissance de leurs exportations ou de risquer la stagnation et la marginalisation économiques est une idée qui va à l'encontre de l'histoire économique. Selon Dr Ugarteche, l'État et le marché ne sont pas nécessairement d'irréductibles ennemis. La question fondamentale n'est pas de savoir *s'il faut* exporter mais *pourquoi*. Si l'on considère que le principal objectif de toute politique économique nationale est le développement d'un marché intérieur et la réalisation du bien-être social, alors, un État puissant et novateur peut concilier les intérêts particuliers avec le bien public. Il est donc nécessaire pour les pays du Sud de rejeter l'argument erroné de l'absence de choix et de reconnaître qu'il serait fou d'intégrer

leurs économies nationales au marché mondial sans développer leur marché intérieur.

The False Dilemma a été publié par Oscar Ugarteche, qui a été professeur en finances internationales à l'Université catholique du Pérou. Oscar Ugarteche est aussi l'auteur de nombreux écrits sur la dette extérieure et le développement et conseiller de la campagne Jubilé 2000. *The False Dilemma* a été traduit en anglais par Mark Fried.

ISBN: 1 85649 689 9 hbk;
1 85649 690 2 pbk. Les lecteurs au Canada peuvent s'adresser à Fernwood Books Ltd, Box 406, Station C, Toronto, Ontario, M6J 3P5, tél. (416) 595 1085, téléc. (416) 595 1140, courriel : lindsay@istar.ca

Cet ouvrage est aussi disponible chez Zed Books (Londres), courriel : sales@zedbooks.demon.co.uk; chez Palgrave (New York), courriel : sales@palgrave-usa.com; et chez Astam Books (Australie), tél. (02) 9566 4400, téléc. (02) 9566 4411, courriel : info@astambooks.com.au

